




**Colette Pétonnet**

Directrice de recherche honoraire au CNRS   
Centre national de la recherche scientifique  
Laboratoire d'anthropologie urbaine (UPR34)  
27 rue Paul Bert  
94204 – IVRY-SUR-SEINE (France)  
Rétropublication en Archives ouvertes  
[http://eliane-daphy.org/rubrique.php?id\\_rubrique=18](http://eliane-daphy.org/rubrique.php?id_rubrique=18)

### Référence de publication

1970, « Réflexions au sujet de la ville vue par en dessous », *L'Année sociologique*, Troisième série, Volume 21 : 151-185. [ISSN 0066-2399]



halshs-00201482 - <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00201482/fr/>  
oai:halshs.archives-ouvertes.fr:halshs-00201482\_v1  
Mise en ligne 31 décembre 2007

Mise en ligne de la numérisation de la maquette format propriétaire éditeur, avec les autorisations de Bernard Valade, président du comité de l'*Année sociologique*, et des Presses Universitaires de France. Remerciements à Annie Devinant, secrétariat de Rédaction de la revue, pour sa collaboration.

*L'Année Sociologique* [http://www.puf.com/Serial.aspx?serial\\_id=000230](http://www.puf.com/Serial.aspx?serial_id=000230)



## Archives ouvertes de l'ethnologie

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/AO-ETHNO>

**hal**  
Sciences de l'Homme et de la Société

Collection HalSHS proposée par Eliane Daphy 

# L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE

FONDATEUR ÉMILE DURKHEIM

Président d'honneur : GEORGES DAVY

Président du Comité : JEAN CARBONNIER

Secrétaire général : ROGER BASTIDE

TROISIÈME SÉRIE - VOLUME 21/1970

MÉMOIRES ORIGINAUX

J. FREUND — Théorie du besoin.

R. BASTIDE — Mémoire collective et sociologie du bricolage.

ÉTUDES

J. LÉAUTÉ, G. TUBACH et G. BASSOMPIÈRE — Gravité comparée des principales infractions.

C. PÉTONNET — La ville vue par en dessous.

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

NOTES CRITIQUES

---

*EXTRAIT*

---

# RÉFLEXIONS AU SUJET DE LA VILLE

## VUE PAR EN DESSOUS

par Colette PÉTONNET

Les villes gonflent et se boursoufflent, gagnent du terrain comme une marée noire. Elles finiront par se rejoindre ; l'opposition ville-campagne se posera en termes diamétralement différents. Le paysage va s'inverser. La ville change.

Le phénomène urbain est à l'ordre du jour ; le journaliste s'en empare, l'urbaniste croit le dominer, l'Etat veut le planifier, le sociologue essaie de le cerner. Il invente des mots (société post-industrielle, société urbaine, conurbation, l'urbain) pour tenter d'absorber, à l'intérieur d'un concept, la ville éclatée. Les citadins inquiets ne maîtrisent plus l'espace. L'angoisse naît de l'inconnu : où et quand la ville s'arrêtera-t-elle de déferler sur les champs et les bois ?

L'espace urbain d'autrefois était clos, ou du moins défini, clos de rivières, de murailles, de portes, défini par une ceinture de boulevards, puis réellement ceinturé de banlieues qui lui révélaient sa surface propre. Désormais les barrières ont sauté, libérant hors frontières d'inexorables avancées bâties qui suppriment l'espace sans le clore. Mais ce fait ne saurait expliquer ce qu'il est convenu d'appeler révolution urbaine puisque depuis toujours, à moins qu'un destin économique ou historique ne l'efface, la ville rompt régulièrement ses digues. La frange extra-muros de l'époque précédente devient intra-muros au siècle suivant. A chaque époque son rempart. Seulement cette croissance ne survenait que lentement, tandis que, depuis ces dernières décennies, on assiste à une accélération telle du rythme de changement que les hommes qui le vivent ne peuvent l'assimiler.

De plus, il s'agit d'un rythme dysharmonique. Le cœur de la vieille ville évolue lentement. Des opérations urbanistiques de grande envergure sont projetées, rejetées, tardent à s'accomplir. Dans le même temps les bords plus lâches du tissu urbain prolifèrent si vite que le promeneur éfaré ne retrouve plus rien des sites laissés intacts trois mois plus tôt. En dix ans, courte période

historique, la banlieue dans son ensemble s'est considérablement transformée, mais il trouve le temps bien long celui qui, depuis dix ans, attend en vain l'octroi d'un logement.

Le bouleversement de l'espace-temps est bien un fait nouveau, mais non spécifique à la ville. L'accroissement récent, inachevé, donne une impression d'infini, mais il est en continuité avec l'ancien. Ce ne sont donc pas les seules raisons qui ont fait adopter ce mot de ville éclatée, jailli spontanément et recouvrant une réalité complexe inconsciemment perçue.

Où donc s'opère le changement ? Au niveau du processus des mouvements de population, dans la composition de la population, dans la physionomie des nouvelles étendues construites ?

Depuis plus d'un siècle la ville industrielle obéit au même mouvement, régulier comme une respiration. Elle gagne par ondes successives et recouvre ses confins où des populations pauvres avaient afflué. Des bourgeois aisés quittent le centre étouffant pour peupler ces quartiers neufs, et leur vague repousse à la périphérie celle, indésirable, des premiers occupants, cependant que s'infiltré, dans la place délaissée, une nouvelle couche pauvre. Les vieilles maisons non entretenues se « taudifient ». Mais que des travaux d'aménagements et des démolitions surviennent, et les bourgeois reconquièrent les quartiers du centre.

A Paris en 1842, le rapport de la commission des Halles (1) note que dans l'île Saint-Louis « si bien habitée autrefois » les logements sont à plus bas prix que partout ailleurs. Aussi la « mauvaise population » chassée par les démolitions de la Cité et des environs de l'Hôtel de Ville vient-elle y remplacer une population moins malheureuse qui quitte ce quartier. De la même manière un nouvel afflux de cette « mauvaise population » renforce les effectifs malheureux et dangereux qui hantent les abords de la place Maubert. Elle contribue, d'autre part, au développement de certaines communes suburbaines comme Belleville.

En 1970, l'île Saint-Louis a retrouvé son prestige, les nouveaux antiquaires de la rue de Bièvres commencent seulement à chasser la médina qui avait élu domicile dans le quartier Maubert, et l'espace des halles sera sans doute résidentiel dans quelques années. Charenton, commune suburbaine proche, sera incessamment absorbée comme autrefois Belleville et nonobstant les nouveaux règlements administratifs. Elle s'était gonflée des anciens délogés, elle sera à son tour évacuée vers l'extérieur et, reconstruite, verra sa population se renouveler.

(1) Cité par Louis CHEVALIER, dans *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Plon, 1958, p. 228.

La situation est donc la même qu'autrefois, le rythme accéléré d'accroissement démographique étant, toutes proportions gardées, déjà dénoncé comme source de bien des maux au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'essor démographique était alors donné, en plus des naissances, que la « vaccine » commençait à protéger, par une immigration fort importante. Paris avait déjà ses « nègres », qu'ils fussent savoyards, arabes ou chinois.

« Toutes les provinces, écrit La Bedollière (1), nous envoient des ouvriers en bâtiment... Cependant on remarque que les manœuvres sont fournis par l'Allemagne dans une proportion considérable, et parfois leur importation est tellement récente que le moins ignorant doit servir sur le chantier d'interprète à ses camarades. »

Là encore, différence de degré et non de nature ; la présence d'étrangers, qui semble préoccuper l'opinion publique ces temps-ci, n'est pas une nouveauté.

La physionomie de la ville est-elle bouleversée ? Certes les pleins augmentent, les mailles se resserrent, les creux se raréfient, des tours surgissent, une architecture quadrangulaire impose des immeubles gigantesques, sans façades ni dos, sur chaque espace de large dimension. Mais la ville conserve, et même construit, de petits immeubles, des maisons individuelles et des masures au ras du sol. Son aspect n'est changé que de place en place et non dans sa totalité.

Lorsque plusieurs modes d'habitat se côtoient, n'y a-t-il pas évolution plutôt que révolution ? On ne peut donc pas imputer aux seuls grands ensembles et cités la responsabilité du changement que l'on cherche à définir. Mais une ville n'est-elle pas toujours un ensemble ? Pourquoi appliquer ce mot à ce qui n'est en somme qu'un quartier neuf ? Le vieux vocable définissait un ensemble de gens, une atmosphère, une harmonie. Le choix du nouveau, la résurgence de l'ancien (cité) indiquent peut-être une volonté de retenir ce qui n'est plus. Les mots naissent avec les situations nouvelles et meurent avec les situations défuntes. C'est donc au langage, et non au dénombrement des hommes et des choses (qui ne mesure qu'une impuissance à connaître l'inlimité), que l'on demandera, dans un premier temps, le témoignage de faits sociaux nouveaux et plus subtils.

Les pierres ne sont plus lisibles. C'est dans sa chair que la ville a éclaté.

Il serait passionnant de faire une étude exhaustive de l'évolution du langage à propos des habitations, des sites et des lieux urbains. L'analyse est difficile car plusieurs phénomènes s'im-

(1) *Les industriels*, 1842. Cité par Louis CHEVALIER.

briquent, notamment : la conscience de l'évolution des faits sociaux et ce que la mémoire collective conserve des faits sociaux qu'un mot résume.

Ainsi on n'entend plus le mot demeure, qui, de simple domicile (xvi<sup>e</sup> siècle), était passé à l'évocation d'une riche et harmonieuse habitation. Il contenait toujours son sens plus ancien (xii<sup>e</sup> siècle) de la durée peu à peu vécue comme définitive. D'où sa disparition. On ne demeure plus, on réside, ce qui équivaut à séjourner moins longtemps ; le mot obéit à l'idée de départ possible, contraire à celle de demeurer-rester. Par analogie, résidence tend à substituer demeure dans le sens d'habitation pour gens aisés.

La prise de conscience collective, pas toujours immédiate, de l'évolution des faits sociaux, peut se traduire par l'invention d'un nouveau vocable, l'abandon d'un mot usuel, le choix d'un vieux mot au service d'un nouvel usage ou l'évolution d'un mot qui se charge peu à peu d'un sens différé.

De même la mémoire collective s'exerce de différentes manières où se discernent mal le rôle des « pierres de la cité » et celui des hommes. Tantôt elle est fidèle à un nom de rue bien après que la plaque en désigne un autre. Tantôt elle conserve un nom que n'était plus aucun souvenir (rue de la Cossonerie). Elle peut oublier les images de la vie qui s'attachaient à un site dès que celui-ci a disparu, ou garder des habitudes sans que l'on en sache la raison. Le contenu social d'un mot peut rester dans la mémoire et resurgir comme signifiant d'un nouveau mot pour peu que la nouvelle situation ressemble à l'ancienne sans que l'aspect des lieux soit semblable.

Le problème du déterminisme urbain n'est pas bien éclairci. Vaut-il seulement pour les vieilles villes ? Sur des lieux nouvellement construits, où ne pèse nulle tradition, une réputation naît déjà, exprimée par un mot ou un nom. Deviendra-t-elle tradition ? La porte et la rue Saint-Denis sont synonymes de prostitution, laquelle est fort ancienne. On l'attribuait généralement à l'activité nocturne des halles. Le marché déserté, les « filles » sont restées. Le phénomène repose sur la réputation du quartier, inchangé, une fois disparues les circonstances qui l'avaient peut-être créé.

Le langage évolue donc en étroite association avec les mécanismes de mémoire et de conscience collectives, mais sans loi stricte, sans que, à chaque cause, corresponde le même effet.

La Ville du siècle dernier, dont la signification ne pouvait échapper à quiconque, chancelle dans son nom propre qui ne l'englobe plus et s'éloigne de nous avec ses beaux quartiers, ses bas-fonds et ses barrières, ses mesures et ses repaires, ses cafés

et ses théâtres, mots démodés déjà dont le sens ira s'obscurcissant ou se réveillant selon les circonstances.

Tout proches encore, zones, faubourgs, taudis, pâlissent, de moins en moins usités depuis vingt ans. Et, dans l'instant, devant nous, toujours familiers, encore présents, employés de la vieille ville, sans qu'on s'en aperçoive, les rues et les ruelles, les passages, les cours, les façades tombent en désuétude. C'est à peine si l'on parle encore de maisons à Paris, depuis qu'elles ont été vendues par appartements.

Il ne s'agit pas ici de faire preuve de nostalgie ou de romantisme quant aux mots en voie de disparition, mais de saisir leur réelle portée à un moment donné de l'évolution urbaine. On ne s'attardera pas sur le rôle de la rue, dont les sociologues ont beaucoup parlé, et de la signification de son remplacement par allées, dans certains grands ensembles, ni de l'intimité particulière que créaient les passages et les cours au sein d'un quartier, mais on essaiera d'analyser ce que porte en lui l'effacement progressif de façade dont on n'a pas encore pris totalement conscience. L'habitat traditionnel avait un devant et un derrière (1). Le derrière n'était pas toujours montrable, par contre on soignait le devant comme un visage. Un certain anthropomorphisme assistait la description d'une maison ; la façade était gaie, avenante, borgne ou lépreuse, comme une femme. Elle laissait deviner ses habitants. Hugo, Balzac, Zola ne se trompaient pas dans leurs déambulations de chercheurs d'histoire humaine. Les rues et les façades révélaient leur vie intime à une époque pourtant de rénovation et de saturation, où les pauvres grimpaient dans les mansardes et cloisonnaient les greniers. Les maisons présentaient ainsi de bas en haut plusieurs couches d'échantillons humains. A Paris de nos jours, l'estimation du simple regard se révélerait plus grossière, cependant les balcons de bois aux façades branlantes du 11<sup>e</sup> arrondissement disent le niveau économique des locataires. La banlieue, par contre, offre désormais des visages impénétrables. Les façades, pour autant qu'on puisse encore utiliser ce terme pour un grand bloc aux mille yeux, semblable recto verso, ou pour un bidonville serré derrière une palissade, les façades ne sont plus lisibles. L'homme les interprète par rapport à d'anciennes habitudes visuelles, à ce qu'il croit être, et, il n'y a pas lieu de lui en tenir rigueur, il lit faux. L'aspect des choses leurre celui qui les contemple. Il ne peut plus se repérer à des styles, il n'y a plus que des types : F3, F4, F5. Les habitants de Parly II se

(1) En vieux poitevin : les dares, pour le derrière de la maison qui contenait jardin et dépendances.

divisent entre ceux du type I, et ceux du type II, et, en haut de la hiérarchie, ceux du type III. Mais rien ne différencie de l'extérieur les balcons du type III. Bien plus, une photo de Parly II, dont les promoteurs ont voulu faire un néo-quartier riche, peut être confondue avec n'importe quelle photo d'immeuble de banlieue récent, et, dans le paysage d'un grand ensemble, il arrive que les sociétés immobilières se partagent et mêlent les types sans qu'on le remarque.

Quand on demande à quelqu'un où il habite, c'est pour pouvoir le situer dans l'espace. Sa rue ou son arrondissement y suffisent *grosso modo*. Or il arrive que l'on reçoive en réponse : « un F3 dans un Logéco ». L'individu donne son type d'habitat. Il n'est plus repérable mais classable. D'ailleurs à quoi servirait-il qu'il récite : 2, allée Alsace, Bâtiment F, porte 2071, Cité des Jonquilles à X. L'adresse n'évoque rien. Le nom de la commune de banlieue garde encore tout son sens mais d'ici à trente ans il n'aura peut-être pas beaucoup plus d'importance que celui des vieux lieux-dits qu'on tire de l'oubli pour nommer de nouveaux ensembles. Les types n'ont pas de nom, sauf, aux deux bouts de l'échelle, le H.L.M. et le « standing ». Comme on ne peut pas, pour des raisons économiques, élever le standing très au-dessus des normes moyennes, et que les normes minimales (1) ont été relevées, non seulement les types intermédiaires ne sont pas assez différenciés pour mériter un nom, mais encore certains H.L.M. anciens sont moins confortables que des cités de transit récentes. On se repère donc difficilement dans la hiérarchie floue des types. En outre, les fantaisies ou enjolivements de façades que peuvent se permettre les architectes ne sont pas forcément liés au type. Les immeubles neufs de la rue de Santeuil par exemple présentent exactement les mêmes balcons qu'une vieille cité de transit de la banlieue sud. On peut donc comparer un groupe de petits immeubles coquets sous les arbres, une grande façade glabre, et une petite cité futuriste sans savoir qui ressort du H.L.M. ou du standing, et donc sans savoir qui habite où. Fait nouveau : on ignore sa ville, on ne peut plus la lire, on ne sait pas de quelle population elle se compose ; dans l'exemple ci-dessus, pris dans la réalité, le futur appartient au transit, la muraille aux cadres, et la coquetterie aux ouvriers. « Tiens ! c'est donc ça, dit le promeneur étonné, une cité de transit, l'immeuble a l'air bien ! » Conséquence grave de cet état de choses, l'opinion publique essaie de retrouver une lecture globale en se fiant à des souvenirs vieux d'un siècle mais perpétués par

(1) Strictement calculées par l'Etat dans le « Cahier des normes minimales ».



la vieille ville, et à des idées fausses. Dans l'incapacité où elle est de s'encombrer de nuances, elle scinde l'habitat en deux : il y a l'habitat normalisé où tout est donc normal, et l'autre, le précaire, donc l'anormal. La notion de normalité, d'abord attachée à l'apparence de l'habitat, s'applique presque aussitôt aux habitants. Le jugement est aussi hâtif et faux que dangereux, car il induit tout le monde en erreur, y compris le sociologue de bonne foi qui se précipite sur le bidonville avec, au fond de lui, l'idée inconsciente d'y rencontrer et d'y étudier l'anormalité. C'est aussi une solution de facilité, le bidonville se détachant bien sur le paysage alors qu'il faut un coup d'œil singulièrement averti pour déchiffrer les banlieues à des signes infimes que seul le professionnel ou l'habitué d'un quartier sait déceler.

Une ville contient toujours des sites plus ou moins « mal famés », miséreux, voire criminels ; dans les vieilles villes, on peut les situer, donc les éviter ; on a moins peur de ce qu'on connaît. A l'heure actuelle, on ne connaît guère ce dont tout le monde parle : les H.L.M. et les bidonvilles, et les mots peu à peu se chargent de contenus plus denses que lors de leur naissance, sans que jamais la preuve du bien-fondé en soit faite.

H.L.M. est devenu un mot masculin. Personne, en prononçant ces trois lettres, n'a présente à l'esprit la signification exacte du sigle. Le H est tombé dans l'expression populaire. Un achéléme, tel qu'on devrait l'écrire désormais, signifie de nouveaux quartiers relativement pauvres, mais décents (1), normaux. Bidonville a aussi perdu son sens premier qui s'adaptait pourtant exactement à la réalité : ville ou quartier de ville construit en fonds de bidons, en tôle. Le sens évolue de trois façons : d'une part, physiquement, en englobant toute édification précaire de bois ou de parpaing, y compris les vieilles cités d'urgence érigées par l'État (c'est-à-dire tout habitat non normalisé), d'autre part, moralement, en recevant le poids de jugements de valeur, enfin en servant de relais à d'autres mots qui s'éteignent comme taudis ou faubourg. L'opinion a la même répugnance qu'au XIX<sup>e</sup> siècle à considérer les bidonvilles, comme alors les faubourgs, à faire partie intégrante de la ville. Qu'évoque le bidonville à l'époque du confort normalisé ? La boue, le froid, le noir, la crasse, la promiscuité, les rats, la misère, en bref, l'horreur. Au XIX<sup>e</sup> siècle l'horreur c'était, mesure ou bouge, le taudis. Les taudis et les garnis existent toujours mais on les voit moins. Les garnis disparaissent : brusquement, avec tout un pan de quartier (14<sup>e</sup> arr.) ou subrepticement pour l'agrandissement d'une maison de commerce (2<sup>e</sup> arr.). Les taudis s'effondrent sous la

(1) Mot très à la mode pour qualifier la normalité d'un habitat.

poussée des démolisseurs ou renaissent à la vie bourgeoise, redorés par les promoteurs (1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arr.). Mais la mémoire collective reporte sur le bidonville l'image qu'elle gardait d'eux. Elle n'a pas oublié sa peur de la misère et des comportements que parfois celle-ci engendre, et elle la reporte, avec ses souvenirs de zones et de quartiers mal éclairés, sur ces nouvelles ceintures boueuses. De là à taxer les bidonvilles de criminalité il n'y a qu'un pas. L'évolution du sens d'un mot enregistre-t-elle des métamorphoses, ou bien déclenche-t-elle des métamorphoses ? Il faut tenir compte aujourd'hui du fait nouveau que représente la diffusion de masse. Les journaux, la télévision, en s'emparant trop souvent du phénomène bidonville pour le dénoncer comme une plaie paysagique (on les détruit, ils renaissent, cela devient une plaie) ne tiennent nul compte des êtres qui y vivent, et qui sont constamment informés de ce que leur présence est ressentie comme une plaie ; d'autre part, les *mass media* influencent rapidement l'opinion. Elles empêchent la lente prise de conscience qui évolue, naturellement, à son rythme derrière les faits.

Il est intéressant de connaître l'opinion, mais sans perdre de vue qu'elle comporte le danger d'induire les faits et que, donc, ceux-ci risquent de devenir ce que l'opinion attend d'eux.

Actuellement, bidonville signifie misère, avec tout ce que ce terme comporte d'ambiguïté ; on pourrait essayer de savoir si cette signification globale provient de la peur, ou de la honte, ou des deux, ou si la soi-disant honte se cache sous la peur, le remède étant de couler tout le monde dans des moules de béton afin que nulle différence ne soit visible dans la ville moderne. Mais ce qui nous importe davantage c'est de comprendre ce qu'il en est, dans la réalité, de ces bidonvilles.

Or cela, justement, peu le savent. Non que des études n'aient été entreprises, mais le résultat ne mène qu'à des constatations partielles parce que les chercheurs partent sur une base fautive en considérant le bidonville comme un phénomène à part. Des géographes et des architectes ont eu le mérite de promouvoir ensemble une étude comparée de nombreux bidonvilles du monde entier et d'aboutir à un colloque (1). Ce faisant, ils ont éclairé le phénomène en apportant une foule de renseignements sur les égouts, l'approvisionnement en eau, les matériaux de construction, les modes de propriété, l'orientation, la surface, la forme, etc. des différents bidonvilles. Mais en essayant de tirer des constantes de ces données, ils en sont restés à une description paysagique, et, en retirant un bidonville africain de son contexte urbain et

(1) Colloque sur les bidonvilles, Université de Vincennes, juin 1970.

national, pour le comparer, en tant que phénomène, à un bidonville américain, ils se sont amputés de la raison même de leur étude. C'est pourquoi ils ne sont pas parvenus à savoir s'il s'agit du même phénomène selon qu'il s'installe en pays industriel ou en pays sous-développé. S'arrêter à l'aspect du bidonville-objet est un insuffisant degré d'analyse. Il peut même induire en erreur le lecteur qui aurait tendance à imaginer les comportements non décrits. Il n'est pas question de critiquer les géographes, ils ont fait leur métier ; on peut seulement regretter qu'ils n'aient pas été rejoints par les ethnologues dont le devoir le plus urgent est d'étudier en profondeur, en détail, et du dedans, parce que c'est leur métier, les hommes des bidonvilles dont on ne parle jamais et qui, seuls, détiennent les réponses qu'on demande aux murs.

L'histoire des hommes se reflète dans l'histoire des cloaques, écrit Hugo (1), qui avait l'obsession des barrières, des bas-fonds et des égouts. Qui écrira désormais l'histoire des hommes dans ces nouveaux cloaques, depuis que les romanciers s'en sont détournés ? N'est-elle pas aussi féconde, aussi passionnante qu'autrefois ? Le décalage dans l'évolution des cultures, occidentales ou autres, vers l'urbanisation, et la puissante abrasion qu'elles subissent n'intéressent-ils personne ?

Le bidonville n'existe pas. Celui qui le cherche ne rencontre que les bidonvilles X et Y de la ville Z. Jamais anonymes, ils participent à la dynamique de la cité au même titre que n'importe quel quartier. « Un quartier n'exprime que lui-même » (2). Un bidonville aussi n'exprime que lui-même ; un bidonville n'est qu'un quartier, exactement comme les taudis et les achélèmes, si l'on accepte que cette trilogie remplace l'ancienne.

Si les ethnologues veulent apporter leur contribution à la connaissance du phénomène urbain, ils doivent entreprendre l'étude des populations bidonvilloises d'une ville, en corrélation avec celles des taudis et des H.L.M. Avant de dresser des typologies et d'ériger des systèmes, ils devront avoir appris, auprès des classes défavorisées, l'histoire de la ville contemporaine. Sans exclure l'opportunité de recherches parallèles en divers pays, on peut se demander s'il ne serait pas aussi judicieux, voire plus profitable, de mener des études comparatives dans les nouveaux habitats riches et dans les cités des classes moyennes.

Il y a quinze ans le grand bidonville de Casablanca était une véritable ville avec sa mosquée principale au minaret de tôle

(1) Cité par L. CHEVALIER. Nous citons de mémoire.

(2) L. CHEVALIER, *op. cit.*, p. 109.

ondulée. Il s'arrêtait au bord de la route en ménageant un espace semi-circulaire réservé à la défécation publique. Ses rues s'entre-croisaient en dédale compliqué, comme dans les vieilles médinas, larges et bordées de commerçants, épiciers, bouchers, ou étroites et réservées aux artisans : matelassiers qui bourraient d'alfa les coutils roses, couturiers assis en tailleur devant leur machine, ferblantiers habiles à la transformation des bidons d'huile en ustensiles neufs... Un ruisseau central charriait les eaux de pluies qui, l'hiver, délayaient la glaise et changeaient le sol en borbier. Nous marchions le long des murs, alourdis par les bottes, nous tenant aux toits pour ne pas glisser, tandis que les femmes revenaient de la fontaine, pieds nus et le seau sur la tête. A chaque tournant il fallait quêter la direction à suivre, aucune adresse n'étant communicable puisque les rues ne portaient pas de nom. Enfin nous franchissions, courbés, la porte basse qui découvrait la cour intérieure.

La maison se composait d'une, deux, ou trois baraques selon la richesse ou l'étendue de la cellule familiale. Elles perpétuaient la distribution longue et étroite des pièces autour du patio traditionnel. Dans l'appentis appuyé à la palissade extérieure, un mouton bêlait les veilles d'Aïd. La femme chassait les poules et écartait le rideau d'étoffe. Déchaussés, nous prenions place sur les banquettes, tandis que la femme accroupie sur la natte immaculée commençait la cérémonie silencieuse du thé. Avec le fond d'un verre, elle cassait un morceau de pain de sucre dans le creux de sa main. D'une longue aspiration, elle goûtait le breuvage qu'elle servait, haut, pour le faire mousser, et par trois fois. Puis elle nous invitait à partager le tajine qui mijotait dehors entre les gamelles rouillées où poussaient le basilic et la menthe. De l'espace de rangement, clos d'étoffe, que ménageait le lit juché haut sur pattes, elle extirpait le lave-mains et le pain de ménage qu'elle rompait en quatre. Puis nous mangions au plat commun, en silence, du bout des trois doigts, et le pot d'eau circulait en rond.

Le lit conjugal était, dans chaque maison, à lui seul un habitacle. Lourd, imposant, tendu d'étoffe, fermé d'un rideau, il prenait presque toute la largeur de la baraque. Il contenait au pied tout le capital du couple sous forme d'une pile de couvertures rayées ou de tapis qu'on vendrait au marché s'il venait des mauvais jours.

Le décor intérieur révélait des prodiges d'astuce, des trouvailles qui conciliaient fantaisie et pauvreté. Pour camoufler les planches mal jointes, dans un but à la fois pratique et esthétique, les gens appliquaient des journaux arabes collés selon un certain ordre, des morceaux de papier d'emballage divers

apposés en *patchwork*, des bouts de linoléum, coupés à la même dimension, accolés selon un rythme qui évoquait parfois la géométrie des tapis. L'étagère décorée qui portait les verres à thé, le nom d'Allah, une image populaire, le portrait d'un homme politique, complétaient la décoration.

Tous les habitants étaient pauvres à des degrés divers, depuis le vendeur de pois chiches ou de menthe à 5 centimes la part, jusqu'au propriétaire de plusieurs baraques qui avait gardé « un bled » d'où lui venaient des ressources alimentaires. Mais le mendiant aveugle revêtait sa djellaba blanche le vendredi et offrait le thé avec l'élégance, sinon la munificence d'un seigneur. Jamais nous n'avons rencontré, à cette époque, la misère pathologique, celle qui brise les êtres, celle que Paris semble réserver à ses autochtones comme nous en avons eu la révélation, au retour, après des années d'absence.

Le bidonville portait un nom de quartier et était considéré comme tel. L'Etat, par la suite, l'a amélioré (1) par le pavage et l'électrification des rues principales. Il contenait une infinité de sous-groupes, de fractions de tribus, de cellules familiales étendues, au sein desquels l'organisation traditionnelle était sauvegardée. La vie sociale, toujours intense, culminait au temps des fêtes.

Le bidonville possédait ses maîtres d'école coranique, ses spécialistes de la circoncision, ses leaders politiques, ses marchands, ses masseuses de bain maure.

Chacun pouvait y trouver les modèles véhiculés par la culture, modèles dont témoignait la distribution de l'espace habité, où chaque geste nécessaire à l'expression de cette culture trouvait sa place. L'équilibre ethnique n'était pas ébranlé.

N'était-ce pas ce même équilibre ethnique qui régnait à Nanterre dans le grand bidonville arabe aujourd'hui en grande partie détruit ? On peut en juger à la lumière de certaines réflexions faites spontanément par des Algériens installés confortablement dans des H.L.M. de la banlieue sud (donc éloignés de Nanterre) et qui se glorifient de posséder « un logement comme tout le monde ». Ces hommes présentent tous les signes extérieurs d'adaptation à la vie urbaine et parisienne, d'où l'intérêt de leur témoignage :

— « A Nanterre on trouve absolument tout, aussi bien du henné que des robes ou des moutons. »

— « On préfère acheter le mouton de la fête à Nanterre. Il est égorgé sans péché. »

(1) Bidonville amélioré est une expression courante en urbanisme ; on dit aussi : H.L.M. amélioré.

— « Quand ma femme se sent malade, elle va se reposer à Nanterre. Elle y passe deux ou trois jours et elle revient en pleine forme. »

— « On a fait circoncire les enfants à l'hôpital parce que c'est plus propre, mais mon mari est déçu, ce n'est pas bien fait, ce n'est pas comme chez nous ; si on avait su on serait allé à Nanterre. »

Nanterre c'était l'univers des frères et des cousins ; y aller, pour ceux qui vivent en ville moderne, équivalait à se retremper dans l'atmosphère du village, à se rassurer au contact de la communauté, bref à retourner faire un petit séjour au pays. C'était l'antidote au dépaysement, à l'isolement qui conduit comme on le montrera, dans une autre étude, à l'asile.

Un bidonville c'est un groupe, qu'il contienne une multiplicité de sous-groupes ou qu'il représente à lui seul un microgroupe.

En bord de Seine, dans un paysage désolé, un petit bidonville, détruit l'hiver dernier, s'était installé sur le promontoire d'une décharge. Il se composait de deux roulottes, d'un vieux camion, et d'édicules hétéroclites pour lesquels le mot cabane paraît luxueusement inadéquat. Là, vivaient deux familles françaises, un couple algéro-français et 19 ouvriers arabes dont les femmes sont restées au pays.

La femme du couple mixte servait de concierge à l'ensemble et distribuait le courrier. Certains Arabes, tolérés dans le voisinage, se chargeaient de la corvée d'eau et ravitaillaient les Français considérés comme indésirables. Car la borne-fontaine étant gelée cet hiver-là, tous devaient se fournir chez l'habitant le plus proche, lequel n'octroyait ce droit qu'à quelques-uns. Les Arabes, tous unis par quelque lien de parenté, venaient du même village. Ils travaillaient dans les usines alentour et rentraient vers 18 heures vaquer aux soins du ménage. Chaque cabane était occupée par trois hommes. Le chef de la communauté habitait la meilleure maison, une antique roulotte aux roues de bois en bon état qu'il avait achetée à une famille espagnole. Il se présenta lui-même comme le plus débrouillard et le plus ancien émigré et insista pour nous faire visiter le domaine, visite qu'il commentait avec un orgueil de propriétaire.

Le poêle à charbon ronflait dans ces intérieurs d'hommes seuls dont l'agencement avait, à la lueur des bougies, quelque chose de puéril. Sur les réchauds à gaz butane, la cafetière se tenait prête ; un homme préparait le dîner avec des gestes sobres, remplaçant le sel sur l'étagère. L'espace restreint était aménagé en coin cuisine et en coin chambre. Les lits se touchaient ; les draps et les couvertures strictement bordés étaient surmontés d'édredons rouges ou recouverts d'une de ces rayonnées à franges

qu'on achète aux colporteurs arabes. La roulotte avait même un coin toilette sous un grand miroir, et un égouttoir sur lequel reposait la vaisselle propre. Il aurait été facile, s'il nous avait été donné de rester quelques jours, de percevoir la distribution des rôles et l'organisation du groupe. Le chef, pour sa part, veillait aux règlements des questions administratives de chacun, et cherchait du travail pour le dernier arrivé. « On est bien ici, dit-il, on est tranquille, on est chez soi. Naturellement on préférerait avoir un logement et faire venir nos femmes, mais c'est impossible puisqu'on n'a pas le droit de faire une demande de logement tant que la femme n'est pas là. Ils vont détruire nos cabanes et nous mettre en foyer, mais on ne veut pas y aller, c'est plus cher et c'est pas bien. Je ne veux pas perdre ma roulotte, elle est à moi. J'ai repéré un terrain à X. »

Le lendemain la roulotte était partie. La semaine suivante, il ne restait, sur le terrain nu, qu'un tas de cendres.

Un nouveau bidonville est peut-être né quelque part. Les rationalisations du type « c'est trop cher, c'est pas bien » sont l'expression de la volonté du groupe qui cherche à sauvegarder sa cohésion.

Ces descriptions destinées à éclairer de quelque réalité la signification jusqu'ici subjective du mot bidonville, et qu'il serait trop long de poursuivre, n'offrent pas un échantillon suffisant. Néanmoins, elles nous amènent à des constatations qui débouchent sur des questions, des hypothèses, ou des orientations de recherches. Elles nous obligent d'abord à une plus étroite définition. Il s'agit d'un habitat groupé, précaire, mais « spontané », c'est-à-dire construit par l'habitant et non par les pouvoirs publics. Il faut donc distinguer les bidonvilles proprement dits des autres habitats type cité d'urgence, également pauvres mais contraints, donc appartenant à la catégorie achèlème.

L'opinion parisienne tend à considérer, à tort, que les bidonvilles sont réservés aux migrants. La présence de Français dans les bidonvilles pose l'hypothèse d'une différence de mentalité (encore paysanne chez les migrants, plutôt prolétarisée chez les autochtones ?).

Chaque bidonville a son originalité propre, déterminée par le groupe ethnique dominant ; on ne saurait confondre un bidonville espagnol avec un bidonville yougoslave. Cet habitat est fidèle, bien qu'abâtardi, aux modèles culturels que ses occupants ont dans l'esprit. Il abrite un certain mode de vivre qui assure peut-être l'équilibre du groupe. Tous les bidonvilles présenteront probablement au chercheur une constante : une organisation interne, qu'elle soit lâche ou stricte, un réseau de relations propres au groupe, du voisinage à la parenté. On peut

se poser la question d'un « choix » possible en fonction de l'existence d'un noyau initial. Parmi les Nord-Africains par exemple, quels sont ceux qui habitent dans les taudis parisiens et ceux qui habitent dans les bidonvilles et pourquoi ?

La connaissance de la population conduira à affiner les différenciations ethniques, afin de comprendre le sens des relations intergroupales. Dans un groupe espagnol, récemment étudié, des gens originaires de villages voisins forment des sous-groupes alliés mais distincts.

Il serait intéressant de chercher si l'espace parisien est occupé selon un schéma de l'espace ethnique (ces recherches sous-entendent une étude du milieu de départ).

L'histoire des habitants conduit à reconstituer l'histoire du bidonville, de la naissance à la mort, son mouvement propre, son insertion dans la dynamique de la ville. Des relations inter-ethniques président sans doute à la naissance. A tel endroit des Français ont renseigné des migrants sur la possibilité ou l'impunité de la prise de possession du terrain. Ailleurs c'est contre le dos d'une grande maison espagnole que des cabanes portugaises s'abritent du vent. L'histoire passée et l'observation du présent nous permettront peut-être de répondre à la question posée par les géographes : qu'est-ce que stagner ou évoluer pour un bidonville ?, et à laquelle ils répondent : un bidonville qui évolue améliore peu à peu ses constructions, sa voirie, etc.

On peut aussi chercher une réponse à partir de l'humain. Un bidonville qui évolue serait-il celui qui, formant tremplin, renouvelle ses habitants à mesure que les plus anciens trouvent une autre installation ? le bidonville qui stagne abriterait alors une population privée de l'espoir d'un mieux-être ? Ce qui conduit à l'analyse des forces vives des individus et des groupes, en fonction des idéologies, des croyances, des systèmes de valeur.

Un bidonville parisien meurt toujours de mort violente, ou plutôt ne s'agirait-il pas d'une désintégration ? Il faut chercher les restes de ce corps éparpillés et prêter attention aux tout petits bidonvilles. Ils sont peut-être un résidu dévitalisé ou une cellule vivante qui annonce une renaissance.

Lorsqu'un bidonville est résorbé (1), l'Etat considère son devoir comme accompli et l'opinion est rassurée. Les gens ont eu droit à un logement et le bulldozer a fait place nette, écrasant toute trace de misère. Les choses sont rentrées dans l'ordre. Nul ne se pose la question de savoir si les ayants droit sont

(1) Mot du vocabulaire officiel.



satisfaits, car il paraît inconcevable qu'il en soit autrement. Or il s'avère que les relogements ne s'organisent pas aussi harmonieusement qu'on aurait pu le croire. Tous les intéressés ne manifestent pas la joie qu'on attendait, et les élus municipaux qui avaient géré leurs finances de manière à loger tous leurs administrés essuient des refus et des résistances qui heurtent leur bonne foi. Certains, parmi ceux qui approchent les bidonvilles, perçoivent une faille dans le système, mais ils n'osent pas exprimer leurs doutes de peur d'être taxés d'idées réactionnaires. Ce problème est généralement tenu caché et les solutions qu'on y apporte sont d'ordre répressif. Rendu public, il susciterait peut-être des analyses qui aideraient à le résoudre.

Nous essaierons d'ébaucher ici cette analyse.

Raser un bidonville, c'est détruire bien autre chose que des cabanes. C'est briser des groupes, amoindrir une force vitale collective, écraser toute une société basée sur la solidarité, sur la solidité des liens familiaux. La société urbaine n'a d'égards que pour les individus. A chacun elle impose un habitat normalisé, donc une autre manière d'habiter.

En effet, le mot habitat entretient une confusion. Il indique à la fois la forme et la manière ; il confond le contenant et le contenu. Ce n'est qu'en séparant l'habitat de « l'habiter » (1) qu'on parviendra à une compréhension des faits sociaux.

L'habitat est précaire ou conforme aux normes ; « l'habiter » est conforme ou non conforme aux besoins fondamentaux, aux désirs profonds plus ou moins conscients des individus. C'est pourquoi, si nous avions à réaliser une classification des habitats précaires, nous partirions d'un seul critère : le sentiment que les occupants éprouvent à l'égard de leur logement. Nous obtiendrons alors *grosso modo* deux groupes principaux : ceux qui s'y trouvent mal mais ne peuvent pas en sortir, et ceux qui s'y trouvent assez bien pour vouloir y rester. Pour les uns c'est une impasse, pour les autres un passage provisoire.

L'évolution de l'être humain se poursuit toute sa vie, à des cadences diverses, en liaison avec ses possibilités économiques, avec sa personnalité et les influences qu'elle subit, selon l'évolution de la société ambiante et celle de la société d'origine. Le changement d'habitat devrait, au cours d'une évolution harmonieuse, intervenir au point de convergence des possibilités matérielles et des désirs profonds concernant « l'habiter ». Les changements brutaux et imposés entraînent selon qu'il est trop tôt ou trop tard des déséquilibres et des frustrations. L'heure idéale, en ce qui concerne les bidonvilles, pour surprendre « l'habiter »

(1) Mot emprunté à Henri Lefebvre.

dans ce qu'il a de conforme aux désirs de l'homme, à un moment donné de sa vie, est celle du refus opposé à l'imminence d'un relogement. En effet une enquête systématique par questions, effectuée à un autre moment, donnerait des résultats faussés du fait des pressions ambiantes et de la notion du droit au logement qui s'insinue dans les consciences.

A partir d'exemples concrets nous essaierons de comprendre ce que certaines manières d'habiter nous enseignent au sujet de ce qu'on pourrait appeler l'urbanité :

— *Banlieue est* : Un couple français et 3 enfants occupent une maison de planches composée de deux pièces : toute la famille dort dans la chambre et vit dans la cuisine. Celle-ci est bien équipée : meubles appropriés, cuisinière au mazout, placards muraux, télévision, réfrigérateur, évier, mais l'eau est dans la cour, une grande cour plantée d'un arbre, fermée d'un portail et gardée par deux chiens-loups. « Ils veulent tout raser ici », dit la femme, « mais je n'irai pas en H.L.M. J'ai tout le confort chez moi, j'ai de la place, de l'air, je ne demande rien à personne. Ils n'accepteront pas mes chiens dans un immeuble. Moi je ne peux pas vivre sans eux. Le premier type qui approche pour me faire déguerpir, je lui lance mes chiens à la gorge ».

— *Banlieue sud-est* : Derrière une vieille usine de briques rouges, le patron avait fait construire pour ses ouvriers, il y a quatre-vingts ans, de petites maisons de bois dont quelques-unes sont encore occupées. L'usine est désaffectée, le terrain va être récupéré. Un vieux couple polonais habite là depuis 1938. Leur fille s'est mariée deux maisons plus loin avec un des membres de la communauté italienne qui a peu à peu abandonné les lieux. Dans le jardin, entre le potager et les fleurs, la véranda est prête pour l'été avec son fourneau à bois et ses fauteuils de toile. La maison est bien entretenue, repeinte à neuf. Dans la cuisine pendant que mijotent les lentilles au lard, l'homme lit le journal et la femme achève devant sa machine une commande de robes pour une maison de gros de la rue d'Aboukir. Il y a vingt ans ils ont acheté à un Italien la maison voisine qui leur sert de dépendances : chambre pour le petit-fils, buanderie et atelier équipé de deux lourdes machines à coudre industrielles. La maison initiale se compose, en plus de la cuisine, de la chambre conjugale et de la salle à manger des jours de fête. La femme utilise ses machines selon les commandes liées aux saisons. Cet hiver-là elle coud des robes vaporeuses de printemps. C'est donc la machine légère qu'elle a installée dans la cuisine. Il n'y a pas de feu dans les autres pièces. L'été elle travaille dans l'atelier.

« Comment voulez-vous qu'on aille en H.L.M., dit-elle. Je

ne pourrai pas installer mes machines. Ils vont nous donner deux pièces pour nous deux. On était tellement bien ici avec le jardin ; et la cabane à outils, et l'établi ? Mon mari ne pourra plus bricoler. Qu'est-ce qu'on va devenir ? deux pièces dans un immeuble, c'est comme une prison. On n'aura pas de quoi s'occuper. Moi je ne peux pas vivre sans travailler, sans compter le manque à gagner. On n'a que la retraite des vieux travailleurs. Les jeunes c'est pas pareil. Ma fille veut bien y aller. D'abord elle aura un logement plus grand qu'ici et puis elle travaille à l'extérieur, alors un appartement neuf, c'est plus facile à entretenir. Ici c'est moi qui fais le lavage pour nous tous. Là-bas est-ce qu'ils nous mettront seulement sur le même palier ? »

— Ismaël est Portugais. Il habite deux pièces de parpaing hâtivement construites et sommairement meublées, appuyées contre les maisons du groupe espagnol dont sa femme fait partie. Il est jeune, beau, vigoureux et entreprenant.

Ancien berger, il raconte ses peurs dans la montagne et sa joie lorsqu'à quinze ans il a pu acheter ses premières chaussures. Depuis, il estime qu'il a fait son chemin. Orphelin, il ne compte que sur lui-même. Il travaille de longues heures par jour, il est propriétaire des deux cabanes qui jouxtent la sienne. Ses locataires paient chacun 150 F de loyer mensuel. Mais il ne s'arrêtera pas là et, bien inséré dans le temps, conquiert pas à pas son avenir. Ancien boulanger devenu maçon en France, il traverse l'Espagne, l'été, en subodorant les possibilités et les promesses de l'urbanisation. Il a jeté son dévolu sur Valladolid. « C'est une ville qui bouge et qui va devenir très moderne. Elle sera prête en même temps que moi. J'irai m'y installer comme boulanger-pâtissier. Tu sais pourquoi ? parce qu'il n'y a pas de pâtissier en Espagne, et que les bonnes femmes commencent à se lasser de faire les gâteaux à la maison. Quand il y aura un boulanger-pâtissier dans la ville, toutes les bourgeoises se précipiteront. Crois-moi j'arriverai juste à temps. Mais pas encore tout de suite. Il faut que je sois prêt à construire la plus belle boutique de la ville avec salon et tout, et appartement au-dessus naturellement. La maison ici ? Je m'en fous. Je n'ai pas besoin de maison en France. Quand je m'installerai, j'aurai un plus bel appartement que là où ils veulent nous reloger. On a un lit et de quoi faire à manger. C'est le principal. C'est à moi. Pourquoi j'irai m'amuser à payer un loyer ? C'est pas très beau d'accord. Aucune importance. La femme est près de ses parents, moi quand je rentre, je dors ou je vais voir les copains. Je ne veux pas d'un appartement plus chic. Je n'en ai pas besoin. S'ils me chassent je me débrouillerai pour m'installer ailleurs. »

— Antonio, 20 ans, nous guette, un soir, près de la voiture. Il a beaucoup hésité à venir finalement nous demander d'intervenir auprès de ses parents, pour les persuader d'accepter le logement de transit que propose la municipalité. Le petit bidonville où ils vivent va être rasé. Antonio gagne 1 000 F par mois, il possède une grosse moto. Il est venu du Portugal avec ses parents il y a quatre ans. Il veut rester en France longtemps, peut-être toujours. Il veut « vivre en bâtiment » comme tout le monde, il fait pression sur ses parents, arguant qu'il restera en France après leur départ, qu'il se mariera et aura au moins un appartement à offrir à sa fiancée. La cabane n'est pas présentable. Mais les parents secouent définitivement la tête ; personne ne leur fera changer d'avis : ils sont très bien ici, ils n'ont rien demandé. Ils ne paient pas de loyer. L'eau est juste en face. Ils chauffent au bois une vieille cuisinière achetée d'occasion ; le bois ne coûte rien, à Paris personne n'en veut. Antonio va en chercher sur sa moto dans les chantiers, dans les démolitions, le père le scie dans l'appentis. Ils ne sont venus en France que pour quelques années, le temps de réunir de quoi se réinstaller au Portugal. « Si on accepte le logement, en plus du loyer, il faudra payer le gaz, le chauffage, la lumière. Et puis il faudra acheter des meubles. Non, le bâtiment, ce n'est pas pour nous, on n'ira pas. On cherchera ailleurs. »

Ils s'éclairent au pétrole. Sur un tabouret, dans une petite cuvette, trempe un morceau de morue à peine grand comme la main.

— *Banlieue sud* : Une cité d'urgence aux parois minces (carreaux de plâtre) construite en éventail, au ras du sol, il y a plus de quinze ans, par l'office d'H.L.M., croupit dans ses immondices : pneus, chaussures, boîtes rouillées et carcasses de voitures. De hauts ensembles neufs s'élèvent sur le territoire communal. La cité défavorisée est considérée alentour comme un cloaque et l'opinion gronde contre ces voisins sales. Périodiquement des demandes de relogement parviennent aux pouvoirs publics. La municipalité et l'office s'accordent pour destiner une ou plusieurs constructions neuves aux habitants de la cité qui sera rasée.

La cité recèle deux sortes d'habitants. Les uns, relogés une première fois en H.L.M., en ont été expulsés, faute de payer le loyer ; ils ont le sentiment d'avoir été « dégradés », et se plaignent fréquemment. Les autres sont venus directement des hôtels meublés et taudis divers.

Profitant de ce que la rumeur de la destruction prochaine se propageait le long des allées et dans les espèces de cours que forment les angles de l'éventail, le chercheur a essayé de savoir

ce que les locataires pensaient de leur logement actuel (1) et ce qu'ils espéraient du futur. Il s'attendait à recevoir des récriminations, au moins de la part de ceux qui avaient connu auparavant un confort supérieur. Or il n'en est rien.

Il a glissé les mêmes questions à vingt-cinq familles (sur cent prises au hasard, soit dix-neuf françaises, quatre arabes et une espagnole. Quatorze venaient des H.L.M., onze des hôtels meublés et autres logis insalubres. Les questions étaient les suivantes :

- 1) Qu'est-ce qui vous déplaît le plus dans votre logement ?
- 2) Qu'est-ce qui vous plaît le plus ?
- 3) Dans quel genre de logement voudriez-vous habiter ?
- 4) Quel est votre étage préféré ?
- 5) Voudriez-vous habiter au quinzième étage d'une tour ?

Les critiques convergent vers la cité et non vers le logement. C'est la voirie laissée à l'abandon, et le groupe humain que forme la cité qui leur déplaisent : « Les gens des H.L.M. nous regardent comme des bêtes curieuses, ils disent qu'on est des chiffonniers. Si on continue, on va devenir un bidonville. » Mais nous touchons là un autre problème que nous aborderons plus loin.

Cinq familles seulement dont deux arabes (sur quatre) et une espagnole affirment leur volonté de quitter cette cité. Les autres trouvent dommage de la détruire. « Il n'y avait qu'à l'arranger un peu. » « On aurait pu vendre les logements aux gens, alors toute la cité aurait été retapée et propre. »

Les réponses aux questions sont toutes semblables et donnent avec constance la résonance de « l'habiter » dans ce lieu.

Ce qui leur déplaît ? « Rien — on se plaît bien ici — c'est un peu humide — un peu trop petit parfois (2). Quelques-uns se plaignent des rats. Deux trouvent la baignoire moche. »

A la question 2, tous répondent d'abord : « l'espace, la cour, le jardin, on a de la place — on est tranquille — on peut manger dehors l'été — on peut étendre le linge — j'ai des fleurs — il y a des arbres — on peut avoir des bêtes — on n'a pas besoin de surveiller les enfants — on a l'illusion de vivre en pavillon ».

Ensuite ils font remarquer qu'ils aiment vivre de plain-pied avec le jardin, puis ils pensent à l'intérieur : « on a un confort

(1) Les logements s'ouvrent sur une pièce de séjour munie d'un évier en recoin. Ils se composent en outre d'une douche-W.-C. (sans chauffe-eau) et d'une ou deux chambres. Tous les locataires ont annexé derrière la maison un bout de terrain qu'ils utilisent comme jardin, cour ou débarras. Loyer mensuel 50 F.

(2) Certaines familles trop nombreuses disposent de deux logements contigus.

suffisant — on a l'eau et les w.-c. C'est très habitable — j'ai tout modifié — j'ai isolé le coin cuisine — j'ai abattu la cloison — j'ai percé une grande baie entre les deux logements. J'ai installé le butane — j'ai tout tapissé, etc. ». Quelques-uns pensent au loyer : « le loyer nous arrange bien ».

« Moi je suis fille mère, dit Mme A., 65 ans. A l'époque ça ne se faisait pas. Ma sœur a élevé la gosse en Haute-Saône. Moi j'étais placée chez les autres. Je suis restée quarante ans dans les halles. A la fin on ne pouvait plus avoir de chambre au trimestre. C'était tout vendu. J'avais trouvé une petite loge de concierge avec une chambre au premier. Mais elle s'est écroulée. Alors le maire m'a relogée ici. Qu'est-ce que vous voulez que je demande de mieux ? J'ai ma chambre, ma salle à manger sur le devant et les w.-c. à l'intérieur. Je suis comme une reine. »

Mme G., 60 ans, a eu 10 enfants et a erré toute sa vie d'hôtel meublé en taudis. Enfin elle a eu une H.L.M. : « Quand je me suis vue là-dedans, je n'en revenais pas. C'était un château — salle de bains et tout — mais on ne peut pas payer des loyers comme ça, vous pensez, 30 000 F. » Alors elle a échoué dans la cité et elle est déçue. Cependant : « ici c'est moche, il y a des rats. Mais le loyer est bien, et puis j'ai des copines, et aussi un copain de 45 ans qui me nourrit un peu. Au fond on n'est pas si mal, j'aimerais autant rester ».

M. B. est vendeur sur les marchés. Il a passé son enfance « à jouer sous les arbres du boulevard Arago », mais il ne veut pas habiter à Paris, on y manque d'air. Il a choisi d'habiter dans la cité en échangeant son appartement H.L.M. contre deux logements qu'il a entièrement transformés en bout d'allée. Son jardin fleuri de roses est aménagé d'un bassin pour les enfants. Il refuse de vivre en H.L.M. où il a l'impression d'étouffer, d'être en prison. A la question 3, il répond que : « Puisque le pavillon ne peut être qu'un rêve, il aimerait bien une autre cité d'urgence, en dur, avec un petit bout de terrain. Il n'y a plus que les cités d'urgence pour entretenir l'illusion de la liberté. » Les autres répondent assez vaguement à la question 3. Ils ne savent pas. Leur budget ne leur permettant pas de choisir, ils ne rêvent pas. Ils disent « un peu plus grand », ou « ce qu'on me donnera », quelques-uns : « si on pouvait avoir un vieux bout de pavillon », d'autres : « du moment qu'on a l'eau et les w.-c. ». Presque tous : « un bout de jardin », un seul exhibe son souhait secret : « avoir une véranda pour l'été ». La plupart expriment seulement ce dont ils ne veulent pas : « vivre en immeuble, vivre groupés, avoir des voisins sur la tête ». Dans les H.L.M., « on est en cage — on ne peut pas surveiller les enfants — moi je mourrai — ici on est libre ».

Le choix de l'étage est révélateur. L'idée du quinzième étage est repoussée à l'unanimité (24/25). Le seul qui voudrait essayer « parce qu'on a une belle vue » est un Arabe du Sud algérien. Tous s'écrient : « c'est insensé — quelle horreur — j'y mourrai — on aurait le vertige — c'est trop dangereux pour les enfants — les ascenseurs tombent en panne ou en grève — il y a des accidents ». L'idée du danger est exprimée par la majorité. Un homme ajoute : « ça rend neurasthénique ».

Quel étage ils préfèrent ? le rez-de-chaussée à 20 voix contre 5 qui ne dépassent pas le quatrième. « On est de la campagne, on n'a pas été habitué à vivre en étage. On était mal en H.L.M. au deuxième. »

Habiter, c'est d'abord, pour un individu, s'approprier un espace et l'utiliser, selon lui, à des fins qui lui sont propres, selon l'importance qu'il donne à chaque acte de la vie quotidienne. Le choix de privilégier tel acte et de lui réserver un espace, est lié aux habitudes ethniques, aux techniques du corps, à la philosophie, la poésie, l'art de vivre de l'individu. L'espace habité, c'est l'image de soi-même.

Si l'homme ne peut pas inventer son espace habitable, il essaie d'en choisir un qui lui convienne ou de remodeler à son usage celui qui lui est alloué.

Ainsi aux familles harkis des camps de Côte-d'Or on a fourni une grande cuisine familiale et deux chambres, à l'image sans doute de « l'habiter » paysan. Seulement, les Arabes, traditionnellement, ne font pas la cuisine dans la pièce où l'on apporte la table à manger. Ils se contentent, pour ce faire, de n'importe quel réduit. Aussi les femmes de harkis ont-elles tout naturellement utilisé la douche pour éplucher les légumes et plumer les poulets. Cette habitude de séparer l'endroit du cuire et du manger qui a été, dans les faits, sévèrement jugée par les villageois, est justement celle qui permet aux Arabes, contrairement à d'autres populations paysannes, de s'adapter aux cuisines étroites de l'habitat urbain.

Dans les exemples précités qui ne font appel ni aux mêmes populations (migrants et Français) ni aux mêmes habitats (spontanés ou non), l'habitude vis-à-vis de l'espace présente bien des points communs dans sa préhension, sa distribution, son utilisation. Elle éclaire des comportements généralement incompris et donne au refus du relogement une explication dont la portée dépasse les raisons économiques toujours faciles à invoquer.

La notion de loyer entre difficilement dans la conscience des sociétés dont l'industrialisation est récente. C'est une notion urbaine. Si l'Américain moyen paie un loyer cher et si le Français moyen commence à accepter de consacrer à son logement une

part importante de son salaire, il n'en est pas de même des couches pauvres ou des migrants méditerranéens.

Pour certains d'entre eux, mieux vaut être propriétaire d'une cabane que locataire d'un appartement. Dans un bidonville espagnol où nous avons demandé la permission de photographier les maisons, les propriétaires ont accepté avec plaisir, tandis que les locataires refusaient : « Non, ce n'est pas la peine, la maison n'est pas à nous. »

Les opérations de relogement rencontrent beaucoup moins de résistances auprès de ceux qui, n'ayant pas eu la possibilité d'acquérir une baraque, sont soumis aux exigences d'un propriétaire. Mais les services publics de logement éprouvent des difficultés à recouvrer le montant des loyers parce que la notion de propriété devient floue quand, détachée de la personnalité d'un homme, elle est associée vaguement à l'Etat.

Les gens qui nous intéressent ont cherché à se fixer au sol pour acquérir une certitude de demeurer, et contrebalancer l'inquiétude d'une existence précaire. Cette appropriation leur offre en outre la liberté d'utiliser et de modifier l'espace selon leur fantaisie, luxe que la société urbaine actuelle ne concède qu'aux riches. En cela les habitants de la cité ne diffèrent guère des autres. La modicité du loyer et le peu d'intérêt que la Direction des H.L.M. porte à cet habitat voué à la destruction leur permettent d'agir librement. Ils remodelent les cloisons et annexent un jardin. Il y a donc pour tous une certaine appropriation de l'espace au sens du terme plus psychologique que légal.

Cet espace est au ras du sol ; il s'agrandit du sol lui-même, séparé du seuil d'un seul pas. Le mot plain-pied, oublié du vocabulaire urbain, revient dans les interviews.

La mère d'Antonio fait tous les jours les pas qui la séparent d'en face où est l'eau ; le trajet lui appartient. Quand Ismaël se rend chez les voisins, il est chez lui dans chaque ruelle. Tous les autres ont une cour. Leur « habiter » intègre le dehors que l'urbain moderne exclut. Une partie de leur vie se passe en allées et venues entre le dehors et le dedans. Ils en parlent tous spontanément et d'abord. Cet espace-là est vital. Limité et infini, il satisfait des besoins profonds. Il permet de planter des fleurs, d'élever des chiens, des oies, des lapins, de dresser une tente, de réparer des moteurs, de gâcher du ciment, d'étendre du linge, de jeter de l'eau sale à la volée, de brûler des ordures, de manger sous le ciel d'été, de s'asseoir par terre. Il peut abriter un autre abri : celui des vélos, du garde-manger, du bois, du mazout, des jouets trop grands, de l'auto, de l'établi et des outils, et de ces choses indéfinissables qu'on n'ose pas jeter ou qu'on a récupé-



rées pour les faire réserver un jour. Dehors est aussi un lieu de rencontre.

C'est donc à une fonction ludique et sociale qu'est destiné cet espace essentiel. Et quand « l'habiter » est privé de toute fonction ludique pour n'être plus réservé qu'au gîte et au couvert il ressemble étrangement à la prison.

Cette manière d'habiter autant dehors que dedans plonge ses racines dans un proche ou lointain passé paysan. Comme à la campagne, autrefois, l'espace intérieur se restreint à des fonctions élémentaires. La cuisine pour manger, parler, regarder la télévision, la chambre pour dormir. Rien d'étonnant à ce que des gens qui ne possèdent que deux pièces prétendent avoir « de la place », puisqu'ils accordent moins d'importance à la surface intérieure. Ils dorment généralement par deux (1). Le lit individuel est une invention urbaine. Dans bien des peuples, traditionnellement les enfants dorment ensemble. Au niveau du sommeil aussi, comme de bien d'autres actes de la vie quotidienne, l'urbain rompt avec la nature. Valentina dort avec sa mère depuis son veuvage parce que l'idée d'acheter deux lits ne lui est pas venue alors que son budget le lui permettrait. Si un garçon partage la chambre du grand-père moribond, au lieu d'aller dormir chez sa sœur mariée à côté, c'est pour ne pas laisser le veillard seul. Le rapprochement des corps obéit à des raisons affectives.

Quand ce rapprochement devient insupportable, on trouve l'intérieur trop petit, on l'agrandit si possible, mais sans en changer forcément la fonction. On a vu que le couple polonais continue à vivre dans la cuisine.

La notion de confort évolue globalement selon les peuples. Ce n'est pas par hasard que les intérieurs hollandais sont très calfeutrés et que les salles de bains sont apparues tardivement en France. On a coutume de dire que l'évolution urbaine d'un peuple se mesure à l'état de sa plomberie. La preuve en est faite dès qu'on tire une chasse d'eau en Méditerranée ou qu'on essaie d'utiliser une salle de bains yougoslave. Il y a vingt-cinq ans en Poitou, les fermes ignoraient totalement les w.-c. L'écurie en tenait lieu, comme en Grèce.

Il ne faut pas oublier ces détails. Ils nous aident à comprendre que charrier de l'eau peut être d'importance secondaire pour ceux qui n'ont pas l'eau courante, que faire chauffer une casserole d'eau ne représente pas un effort quand le fourneau est allumé toute

(1) Une étude des techniques du sommeil chez les peuples pauvres ou prolétariés est à faire. Elle supprimerait l'abus du mot promiscuité employé sans discernement à leur égard.

la journée. Le confort global au niveau sanitaire croît en France. Ce n'est pas pour autant que tous les habitants le désirent à la fois. Le confort individuel évolue en harmonie avec les besoins et l'envie qu'on a de les satisfaire. Compte tenu de ses ressources l'individu sélectionne ses besoins en regard d'un seuil de tolérance.

Pour les uns, l'eau est primordiale, pour d'autres le feu. La vieille Polonaise allume encore son feu mais, dans sa buanderie, la machine à laver est automatique. Dans la cité, l'eau et les w.-c. intérieurs paraissent être un confort certain. Ailleurs la cuisinière à mazout est considérée comme une amélioration suffisante. La présence, chez tous, du frigidaire et de la télévision correspond à la fois à un alignement sur le confort national et à des motivations autres qu'il serait trop long d'analyser ici.

A Paris, au 6<sup>e</sup> étage, une femme seule, qui commence à vieillir, a fait installer, pour supprimer la corvée de charbon, un chauffage électrique sur compteur bleu. Elle est très fière de « son confort ». Il ne lui est pas venu à l'idée de poser un chauffe-eau. Pour quoi faire ? Elle porte les draps à la laverie et fréquente les bains publics. De temps en temps, elle va « s'offrir un bain ». Cela tient de la cérémonie, de la fête et de la promenade.

Il ne faut pas s'étonner de ce que les chauffe-eau soient souvent absents ou cassés. « On n'a pas posé de chauffe-eau, dit une femme de la cité, on n'en a pas besoin, les douches municipales sont tout près. J'y expédie le père avec les gosses. C'est bien plus pratique que de les voir sagouiller tout ici, j'ai déjà du mal à tenir la maison propre ! et puis aux douches c'est des vraies pommes qui pissent fort. Nous on aime l'eau. »

Le confort est donc personnel et ne peut être estimé qualitativement que par les intéressés eux-mêmes.

On peut penser qu'Ismaël et la mère d'Antonio sont les plus mal lotis. Pourtant ils affirment n'avoir besoin de rien et refusent le logement avec plus de véhémence que les autres. Cette phrase : « il nous faudra des meubles ! » (sous-entendu dont on ne ressent pas encore le besoin) qui nous a été souvent dite, représente chez les Portugais bien plus qu'une répugnance à changer de mode de vivre. C'est un refus d'entrer dans la société de consommation ici et maintenant. Les intellectuels peuvent camoufler une caisse avec un chiffon de soie et meubler une maison petit à petit, pas les ouvriers. Henri Lefebvre analyse longuement le phénomène d'autodestruction de la société urbaine dans son chapitre sur la société bureaucratique de consommation (1).

(1) Henri LEFEBVRE, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, N.R.F., collection « Idées », 1970.

Les Portugais désirent entrer dans la classe des consommateurs de la société portugaise, et c'est ce à quoi ils destinent leur séjour provisoire en France, à condition de se priver de tout pendant cette durée. Leur désir est puissant (Ismaël veut entrer par la grande porte) mais différé dans le temps. Ils sont patients. Le fait que leur ethnie est en retard dans l'échelle d'urbanité les protège contre l'autodestruction. La mère d'Antonio sait que, si elle accepte les conséquences économiques d'un autre mode d'habiter que le sien, d'un certain confort qu'elle ne désire pas maintenant, le projet de son installation au Portugal, tel qu'il a du prix à ses yeux, est compromis ou irréalisable.

La deuxième génération, par contre, se plie aux pressions ambiantes. En s'adaptant à l'urbain, elle se prolétarise, elle perd ses défenses, sa faculté de résistance et d'invention. Elle accepte la contrainte.

Un des phénomènes nouveaux de notre temps est l'extraordinaire contrainte que la société exerce sur ses membres à tous les niveaux de l'habitat, donc de « l'habiter » et du quotidien. Désormais presque toutes les couches de la population, ouvriers, employés, techniciens et cadres moyens doivent vivre de la même manière dans un habitat normalisé, conformément à un « habiter » organisé et surveillé.

Les gens dont nous venons de parler qui évoluent à leur rythme en maîtrisant leurs frustrations, qui sont capables de créer, de jouer, d'espérer, seront donc contraints de se plier aux normes et de cesser de se singulariser.

L'espace extérieur est supprimé, néantisé. La surface intérieure est mesurée et fournie au nombre d'habitants, compte tenu des sexes. L'espace rigide est distribué une fois pour toutes sans qu'on y puisse rien changer. Qu'est-ce qu'on pourrait changer dans ces appartements semblables ? La couleur des murs ? Impossible de rien ajouter ou retrancher. Est-ce pour cela que le tissu d'ameublement prend une importance telle qu'une exposition, pour la première fois publique, lui a été consacrée en 1970 ? L'espace répond étroitement à des fonctions définies qu'on ne peut faire varier. Les cuisines, identiques, sont réservées à la cuisson qu'on ait envie ou non d'y prendre seul ou à plusieurs ses repas. La salle de bains est prévue pour des ablutions discrètes. Le nombre des chambres dépend du sexe des enfants : deux chambres pour un garçon et une fille, deux chambres aussi pour deux garçons et une fille, même si c'est l'un des garçons qui a besoin d'une chambre individuelle.

Une femme a trois enfants et occupe donc un F4. A la suite de difficultés familiales elle prend à sa charge sa petite sœur, esti-

mant que le foyer peut supporter un enfant de plus. Elle est aussitôt pénalisée. Son allocation lui est retirée car elle vit désormais hors normes. Pour y avoir droit à nouveau il lui faut faire la demande d'un F5, attendre, déménager, peut-être loin, et payer évidemment un loyer plus élevé. Un jeune couple n'est pas libre d'installer trois enfants en bas âge dans la même chambre et de changer d'appartement quand ils seront grands. Il doit dès à présent accepter un F4 même si son budget ne peut en supporter la charge. De même une famille nombreuse vit dans une pièce et se désespère d'attendre en vain un logement. Dans l'immeuble qu'on leur destinait il n'y a plus de F6. Ils se contenteraient bien d'un F5 mais on refuse de le leur fournir, ce serait accepter qu'ils soient hors normes, alors on les laisse où ils sont.

En dehors des lieux à fonctions définies, y a-t-il un endroit où vivre à sa guise, qu'on puisse convertir selon sa fantaisie. Il reste la salle de séjour, aussi peu plastique que les autres pièces. Elle ne peut pas servir à divers usages. Elle attend les meubles à elle destinés par la production industrielle qui planifie l'art de vivre : coin à manger, banquettes et fauteuils de repos pour écouter des disques et regarder la télévision. Encore faut-il aimer se reposer de cette façon. On peut préférer faire la sieste sur un lit ou démonter une moto. Mais la salle de séjour n'est pas prévue pour y installer des machines ou un orchestre, ni pour y réparer des moteurs. On ne peut s'y permettre aucune activité salissante ni bruyante. On ne peut pas y intégrer le dehors. Ce n'est pas un espace à fonction ludique. Cette fonction est supprimée du quotidien plat. Il n'y a pas d'espace imprévu, supplémentaire ou indéfini.

Le confort est peut-être appréciable ? Si le bâtiment obéit aux normes minimales, le confort consiste en l'absence de séchoir, et la pose du chauffe-eau est à la charge des locataires ; comme il est interdit d'étendre le linge dehors ou à la fenêtre, les habitants se sentent frustrés. Si l'immeuble distribue l'eau chaude et le chauffage automatiquement, les locataires ne maîtrisent plus ni l'un ni l'autre. Qu'ils économisent l'eau chaude ou éteignent le chauffage trop puissant, ils paient pareillement les charges incluses dans le loyer. Privés de la liberté de jouer sur leur budget mince, de privilégier une dépense, ils gaspillent l'eau, souffrent de la chaleur et ouvrent les fenêtres.

La servitude de l'eau et du feu ne leur pesait pas assez pour qu'ils désirent en être délivrés. Ils ne peuvent pas encore jouir de cette nouvelle liberté qui profite à ceux que la nostalgie du feu pousse à acheter des barbecues.

Quant à l'étage, diverses raisons en rendent le choix impos-

sible : chaque étage offre un échantillon incomplet d'appartements. Force est de prendre le F4 du second, le 3<sup>e</sup>, préféré, n'en possédant pas. Le service responsable d'une résorption remplit les immeubles neufs selon ses critères, d'une manière anonyme, par tranches, sans qu'il soit possible d'intervenir en vue d'un choix. Une vacance se produit dans un bâtiment occupé, dans ce cas l'appartement est à prendre ou à laisser, mais si le demandeur le laisse il est pénalisé : sa demande ne sera plus considérée avant longtemps. En outre, on s'aperçoit de plus en plus que les immeubles élevés se stratifient économiquement : aux plus riches l'air et la lumière du sommet, aux plus pauvres l'ombre et le bruit du rez-de-chaussée. L'autorité responsable qui possède les dossiers des intéressés décide de l'étage correspondant aux ressources. Si le père tient secrète l'origine de certaines ressources supplémentaires qui font partie de sa vie privée, comme par exemple le fait que son futur gendre lui octroie une aide, il se verra refuser soit l'étage désiré, soit le logement lui-même.

Que l'individu soit volontaire ou non pour habiter en H.L.M., il est contraint d'accepter, sans mot dire, le numéro de la porte qui lui est assigné. De plus, l'habitation assignée n'est pas forcément placée sur le territoire auquel l'individu est déjà intégré. Une opération de relogement menée par la municipalité offre des garanties à ce sujet, mais il n'en est pas de même quand un service public de logement construit de nouveaux immeubles ; il les remplit de gens venus de divers horizons. De même, en cas d'incendie (celui du bidonville de Saint-Denis en mai 1970 par exemple), quarante familles peuvent être dispersées à travers les départements de la couronne ; le préfet sollicite les mairies qui mettent un ou deux appartements à la disposition des sinistrés.

Dans tous les cas, même le premier, les groupes ont éclaté.

L'éclatement des groupes est vécu comme une répression dont nous verrons plus loin les conséquences. Certains se contentent d'en souffrir, d'autres se rebellent. A chaque expulsion collective, il se trouve des êtres pour s'évader, recomposer un petit bidonville, retrouver un taudis, disparaître au sein d'une communauté. On a vu des baraques naître au pied des H.L.M., la moitié d'un groupe essayant de rejoindre l'autre.

On n'écrira jamais assez combien les relations de voisinage sont d'une importance capitale. « Je voudrais bien y aller, en bâtiment », dit Chiquita (1), tentée par la salle de bains et une secrète envie d'acheter des meubles, « mais ce qui m'ennuie c'est de ne pas savoir à côté de qui je serai. Ils vont nous mélan-

(1) Habitante d'un bidonville espagnol de la banlieue sud.

ger. » Et dans l'incertitude, elle préfère suivre l'avis de la majorité du groupe qui refuse le relogement.

Une baraque yougoslave a flambé banlieue est. Le couple, en France depuis deux ans, a tout perdu y compris ses économies (3 000 F). Avec ses quatre enfants on le loge provisoirement dans une chambre d'un centre d'hébergement. La nourriture vient de la cuisine centrale. L'homme donne des signes d'affolement. Il se croit incarcéré. Il ne veut pas rester là jusqu'à ce qu'on lui trouve un appartement quelque part. Il ne veut pas payer un loyer alourdi par la nourriture de six personnes, une nourriture qu'il n'aime pas et à laquelle il refuse de toucher. La femme a repris immédiatement son travail, les enfants gardent la chambre. Le lendemain il y a un jambon de campagne et un litre d'alcool de prune sur la table. Huit jours plus tard, toute la famille s'évade à l'aube ; « on ne peut pas rester ici », ont-ils crié en sortant, au surveillant. « Ils sont déjà partis ceux-là ? c'est bien des migrants ! » dit l'assistante sociale.

En huit jours, le père a réussi, sans argent, sans cesser de travailler et compte tenu des allées et venues entre son domicile provisoire et la banlieue est, à réinstaller sa famille dans une nouvelle cabane. C'est un exploit qui représente une force et une vitalité peu communes et qui indique aussi l'insertion et la sédentarité du groupe que la société s'efforce de réprimer.

Les nouveaux commandements de la société urbaine violent définitivement toute liberté d'habiter ; les sujets confondus, inconnus, incompris deviennent des objets que l'on « met », que l'on « déplace » comme des pions. Les hommes des bidonvilles qui s'opposent à « l'habiter » normalisé, qui résistent aux pressions et à la répression, qui continuent à vivre autrement, dans un autre espace-temps et auprès de qui leur plaît, sont les derniers hommes libres d'une civilisation aliénante et autodestructrice.

La ville a peur d'elle-même ou plutôt de ces populations pauvres et mal urbanisées qui s'insinuent en elle. Les bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle avaient peur des épidémies qui étaient dues, pensaient-ils, non à l'insalubrité de la ville mais « à la présence ou à l'incursion de catégories de populations qui, étrangères à la ville, mais parfois aussi urbaines, sont considérées comme inférieures, extérieures et n'appartenant pas véritablement à la ville : mendiants... habitants des faubourgs qui vivent en marge de la ville, de ses métiers, de ses règlements, de sa civilisation » (1).

La société du XX<sup>e</sup> siècle n'exprime pas toujours clairement sa peur, mais elle utilise de plus en plus fréquemment un mot-

(1) Louis CHEVALIER, *op. cit.*, p. 170.

symptôme : le ghetto. Elle craint deux choses différentes : d'une part, que de ces groupes ethniques migrants, dont elle subodore la force vitale, il adienne quelque danger au cas où ils s'étendraient, s'organiseraient et se structureraient plus avant. D'autre part, que tous les êtres qu'elle confond sous les termes vagues de migrants, mal logés, habitants de bidonvilles, et cas sociaux, salissent, abîment et cassent les salles de bains et de séjour de son habitat.

Pour réduire à la fois ces deux craintes, elle a inventé la cité de transit. La cité de transit est placée sous surveillance. Elle est prévue pour une durée provisoire non définie. Elle est composée de groupes émiettés, voire d'individus qui ne se sont jamais rencontrés auparavant. Elle est destinée à apprendre à ses « occupants » à « habiter » « convenablement », « correctement », à discipliner les « mauvais comportements » qui seront expulsés après récidive. Ce système aboutit à une nouvelle ségrégation bien plus dangereuse que l'ancienne, non pour la société, mais pour les membres de ce ghetto d'un nouveau genre jusqu'à présent ignoré.

Le XIX<sup>e</sup> siècle avait donné l'alarme ; il dénonçait l'échec de certaines concentrations humaines et s'inquiétait de voir les mœurs d'origine s'altérer chez les « émigrants à stations périodiques ».

*Edile de Paris*, journal des propriétaires, mars 1833 : « Il y a eu déficit toutes les fois que les bâtiments ont été élevés au-delà du 3<sup>e</sup> étage, tandis qu'il y a eu équilibre toutes les fois que les bâtiments n'ont pas dépassé cette hauteur... Les locataires appréhendent avec raison le conflit d'une trop grande population. Enfin les hautes et vastes maisons de cinq à six étages, subdivisées en une multitude de logements, sont presque toujours mal habitées, attendu que pour les mettre en valeur les propriétaires sont obligés d'y recevoir, sans aucune garantie de moralité, une foule d'*individus inconnus les uns des autres* » (1).

La Bedollière écrit : « Les Auvergnats... restent isolés comme les Hébreux de Babylone, au milieu de l'immense population qui tend à les absorber ; et l'on peut dire que, plus heureux que les sauvages, ils emportent leur pays à la semelle de leurs souliers. » Et Louis Chevalier enchaîne (2) : « On sait comment Le Play s'est efforcé de rechercher des relations entre la carrière ouvrière et la survivance des mœurs du milieu d'origine ; la persistance ou non d'un certain esprit d'épargne, d'habitudes de travail, d'une solidité familiale ou même d'un certain compor-

(1) *Op. cit.*, p. 229.

(2) *Op. cit.*, p. 366.

tement démographique expliquent, pour lui, la réussite ou l'échec. »

Il est étonnant qu'en 1971, au siècle des sciences humaines, les sociologues ne dénoncent pas avec assez de force l'erreur que la société globale commet constamment en croyant les équilibres ethniques et en croyant, comme l'opinion l'exprime communément, qu'il faut « les mélanger à raison d'un pour dix Français afin d'éviter les ghettos et d'accélérer l'intégration. Mélanger qui ? — Les migrants, lesquels ? N'importe lesquels, sauf les Noirs.

Il s'agit donc d'une colonisation que la société urbaine exerce sur ses membres.

La construction d'une cité de transit est réalisée grâce à des crédits d'Etat, avances du Conseil général ou subventions accordées aux sociétés à économie mixte chargées de la réabsorption des bidonvilles. Elle suit les normes minimales : la hauteur ne dépasse pas quatre étages afin d'éviter l'ascenseur et les charges qu'il incombe. Les loyers sont relativement modiques en regard de ceux qu'exigent les sociétés privées. Le souci des constructeurs consiste à chercher des matériaux à la fois solides et bon marché, car on (l'autorité) sait que ces gens-là cassent tout, témoins ces ascenseurs de H.L.M. ornés de graffiti où les gamins font des concours de pipi, ces parquets couleur de terre battue, ces portes cassées.

La cité se dresse petite (deux à quatre immeubles) à côté de grands ensembles, comme écrasée par les tours de quatorze étages, déjà différente.

Dès sa création, avant même l'emménagement, une assistante sociale est nommée sur place. Elle est censée aplanir les difficultés qui ne peuvent pas manquer de surgir. Elle est la bonne conscience d'une société de mauvaise foi qui fait semblant de croire que, bidonvilles et taudis égalant misère, la population est forcément composée de « familles-problèmes ». Elle n'ignore pas au fond que les difficultés sont dues au dépaysement, trop brutal pour certains, à l'isolement, à la perte du soutien communautaire, au déséquilibre du budget (dettes pour ameublement et nouvelles charges), au nouveau mode d'habiter contraint qui aiguise les querelles conjugales, au voisinage non désiré qui accuse les différences, avive les rivalités et les disputes. Ce n'est pas un travailleur social, quel qu'il soit, qui peut rétablir l'équilibre d'un groupe dysharmonique. Son rôle va donc se borner, en prodiguant des secours et des conseils, à enrayer les désordres budgétaires et ménagers qui mènent à l'expulsion, à proposer des promotions (mutation en H.L.M.) pour ceux qui sont « bien », à veiller en somme, à ce que le bon ordre règne.



Auparavant les gens se rendaient à la permanence de l'assistante du quartier s'ils avaient besoin d'elle pour un sujet précis (accident du travail par exemple). Ils sont conscients désormais d'être l'objet d'une, disons, aide spéciale. L'environnement aussi est conscient, et très vite, d'une certaine surveillance, donc d'une anormalité. C'est aux faits encore une fois que nous demanderons l'explication du processus.

Dans la banlieue sud, une municipalité a fait construire, aux deux bouts de la commune, deux cités de transit semblables, pour libérer un terrain dont l'Etat a besoin. Sur ce terrain s'étendent, de part et d'autre de la route, une paisible communauté espagnole et un agrégat portugais placé sous le régime féodal du maître des lieux. La première cité est destinée à absorber les deux communautés, et il restera de la place pour « nettoyer » en même temps quelques micro-bidonvilles. On peut déjà noter que la frontière réelle (la route) qui sépare ces deux ethnies rivales ne sera pas conservée dans la cité et que la population contiendra en outre quelques isolés français, arabes ou italiens. La ségrégation ethnique, naturelle, et spontanée, qui régnait auparavant sur ce quartier ne sera pas respectée.

Dans le bidonville féodal une femme espagnole est « coincée ». Elle n'a pas pu trouver de place de l'autre côté de la route ; elle habite avec sa famille deux pièces sordides, paie une lourde redevance et craint pour sa fille la turbulence des célibataires portugais. Elle attend avec impatience et joie l'appartement promis. Elle stipule qu'elle a une chance sur quatre de retrouver une partie du groupe espagnol dans son immeuble.

Le bidonville portugais est relogé à l'heure dite ; mais les Espagnols, en partie propriétaires du terrain, résistent et intentent une action en justice. La cité à demi vide est alors remplie avec les habitants de petits bidonvilles éparpillés sur deux communes (1).

Une semaine après l'installation, la femme espagnole se montre très heureuse dans son appartement ; trois mois après elle est triste : « On n'est pas bien ici, c'est dommage, j'aime beaucoup l'appartement. » Elle n'ose pas ou ne sait pas définir son malaise. Est-ce parce que les Espagnols ne l'ont pas rejointe ? « Non ! d'ailleurs, des Espagnols du bidonville X que je connaissais sont ici aussi. » Elle finit par avouer que : « On ne les aime pas, on les regarde d'un drôle d'air, on n'est pas aimable, les gens du quartier, les commerçants les méprisent. »

Pour les commerçants de son ancien quartier, Maria était

(1) Sauf un vieux couple qui habitait un camion ; on l'a estimé trop sale et laissé sur le terrain tout seul et en plein hiver.

une femme espagnole, pour ceux d'alentour, désormais, elle est une femme de cette cité, une cité spéciale où l'on « enfourne la racaille et les étrangers ».

Nous pourrions être accusée d'extrapoler à partir d'une seule réponse. Mais le corollaire ne tarde pas. Les dossiers commencent à arriver au tribunal et le juge des enfants s'étonne naïvement de cette affluence ; il voyait rarement des enfants étrangers auparavant (Val-de-Marne, secteur B).

Le transit se définit par opposition au normal, à l'intérieur comme à l'extérieur. D'autant plus vécue comme infamante qu'elle est rejetée à l'extérieur, la cité réagit contre ce rejet en se constituant peu à peu en groupe. Mais c'est un groupe discordant. Ceux qui ne parviennent pas à « habiter décemment » se dévalorisent à leurs propres yeux, ceux qui estiment mériter un logement normal se considèrent déçus. La cacophonie préside la socialité encore intense. Et les adolescents forment un groupe à part qui s'oppose, d'une manière plus ou moins délicate, aux autres groupes du quartier et à la société en général.

La société répond par un rejet de plus en plus global, et le ghetto existe. Une réputation naît et se prolonge au loin (1).

Cette nouvelle ségrégation n'est plus ni ethnique ni naturelle. Elle sévit au niveau d'une strate sociale spéciale, artificiellement inventée et définitivement étiquetée comme inférieure.

Nous adhérons pleinement à la pensée d'Henri Lefebvre lorsqu'il écrit (2) : « Quel que soit son revenu et quelle que soit son appartenance à telle couche (...), l'habitant de la ville nouvelle reçoit le statut généralisé de prolétaire. » Mais nous ajoutons : et l'habitant des cités de transit, quelle que soit son origine ethnique, reçoit celui de paria.

Bon gré, mal gré, donc, derrière des façades qu'un architecte avait voulues jolies, une microsociété chaotique se recompose. Dans ses appartements nantis d'abat-jour et de portes coulissantes que son esthétique mésestime, elle s'installe dans le provisoire (ce provisoire qui mine le dynamisme vital, sape la projection dans l'avenir, et dont nous avons déjà parlé ailleurs).

Le temps passe (3). Des sous-groupes se forment selon les affinités, les âges, les voisinages ; des amitiés interethniques naissent, des inimitiés aussi et des haines. La cité a une vie qui lui est propre. Tout le monde attend le H.L.M. promis. Mais

(1) Jusque dans les hôpitaux parisiens pour une cité de banlieue qui a fait l'objet d'une première étude.

(2) *La vie quotidienne dans le monde moderne*, p. 115.

(3) Nous nous référons maintenant à une cité ancienne, celle dont nous parlions précédemment étant trop récente. La population est différente, en majorité française et venue de taudis urbains.

l'Office ne construit pas assez, ou l'assistante propose trop peu de gens, ou bien ses propositions ne sont pas retenues par la commission d'attribution.

L'attente se prolonge des années. Entre-temps le groupe n'est jamais tout à fait stable, car on peut sortir de la cité de plusieurs façons. Quelques-uns, rares, s'en vont par leurs propres moyens. Ils rallient la ville ancienne qui correspond mieux à leur besoin de liberté. Ils achètent en location-vente un vieil appartement urbain ou pavillon de banlieue. Ils risquent, s'ils n'ont pas pris de précautions, d'être expulsés ou expropriés plus tard, par un nouvel urbanisme. Quelques autres sont expulsés. Ils peuvent être relogés dans une cité aux normes plus basses ou, endettés, saisis, démunis, se réfugier à l'asile. Là, la cellule familiale éclatera, libérant des êtres solitaires. Entre ces deux solutions reste l'hébergement dans la communauté familiale, la construction d'une nouvelle cabane qui nécessite une vitalité préservée, ou un bidonville de l'abbé Pierre. Et le cycle recommence.

Enfin, un jour un grand ensemble surgit aux confins d'une commune, neuf, sans visage, immense. Les logements sont un peu plus confortables et les loyers plus chers. Les gens de la cité ont la possibilité d'y émigrer. Certains refusent le départ, consacrant ainsi l'échec économique et sociologique du système : « Ils sont fous ceux qui vont là-bas. Ils croient qu'ils vont être mieux ? Changer pour un grand ensemble ça ne vaut pas le coup. On est habitué maintenant depuis huit ans qu'on est là. Et puis le quartier change. Autrefois on était isolés, maintenant c'est toute une ville qui se construit autour de nous. Des bureaux et des quartiers chics. Alors ils voudraient bien qu'on y aille maintenant dans les H.L.M. Eh bien ! Moi je reste. Il faut de tout dans une ville, des riches et des pauvres. Nous, on va être en plein milieu avec des loyers moins chers. On sera les rois. Ceux qui partent ils n'ont rien compris. »

Ceux qui partent désirent sans doute un nouveau cadre et la promotion promise. Ils fuient la mauvaise réputation de la cité dont ils veulent être délivrés. Mais ils quittent brusquement un microclimat, riche de valeurs humaines, que l'environnement les empêchait d'apprécier. Coupés de leurs habitudes, face à un nouvel effort budgétaire, ils se retrouvent seuls, dans le quotidien désertique du grand ensemble où des inconnus s'évitent et se craignent.

Peu après l'installation de ce grand ensemble, plusieurs femmes sont arrivées à l'asile à la suite d'une rupture conjugale. Faut-il y voir une relation de cause à effet ? L'éclatement d'un groupe fait toujours naître un nouveau déséquilibre.

Une communauté s'est constituée dans une certaine liberté. On la brise. On empile les morceaux dans des espaces aux limites carcérales. Des groupes, beaucoup plus faibles, s'y recomposent lentement. On les brise alors de nouveau et les hommes dispersés disparaissent dans la foule.

La ville exerce naturellement une contrainte sur ses habitants. Le milieu urbain use toujours les résistances ethniques. Pourquoi renforcer la contrainte et accélérer l'usure par un perpétuel éclatement ?

La société urbaine actuelle, en supprimant le choix et le désir, brise l'élan vital des êtres, et fabrique délibérément sa pathologie.

Il est trop facile d'incriminer le béton. Il n'est pas utopique de penser que, si les hommes des couches pauvres, qui n'ont d'autre soutien que la richesse de leur vie sociale, pouvaient un petit peu choisir auprès de qui vivre, le béton lui-même s'assouplirait.

#### CONCLUSION

Ces quelques réflexions n'avaient pour but nulle démonstration, nul aboutissement à des conclusions hâtives. Elles ont voulu montrer, à la lueur de choses vues, combien la réalité urbaine est enveloppée d'ombre, et révéler la nécessité d'études approfondies. Le xix<sup>e</sup> siècle, moins spécialiste et plus féru d'histoire humaine, avait une connaissance authentique des faits sociaux. Devant les transformations de la ville, le xx<sup>e</sup> siècle fait preuve d'impuissance et de passivité. L'espace devient abstrait. Le citoyen s'en désintéresse, il n'est pas associé à sa création. Le chercheur est aussi désenchanté que l'habitant. Il isole ce qu'il croit être des phénomènes, il fractionne des tous, et tourne en vain autour d'une réalité introuvable. Prisonnier des aspects, il ne se passionne plus pour les hommes. Seule cependant la connaissance intime des êtres peut faire comprendre la signification sociale des choses. La ville, depuis toujours, recèle une humanité, non des hommes étiquetés. Elle se compose du cœur et des banlieues comme il y a cent ans. « Paris, centre ; la banlieue, circonférence. Voilà pour ces enfants toute la terre. Jamais ils ne se hasardent au-delà », écrit Hugo, qui donne en une ligne la définition de la ville et du peuple citoyen, tels qu'ils sont encore aujourd'hui. Une étude qui séparerait, *a priori*, la ville ancienne et la ville nouvelle, se couperait immédiatement de la réalité. Qu'est-ce que l'une, qu'est-ce que l'autre ? Qui habite l'une vient de l'autre. Le bidonville fait partie de la ville ancienne, son degré d'urbanité peut être comparé à celui des vieux quartiers. Dans les achèlèmes, ses anciens habitants rejoignent ceux des taudis.

C'est en étudiant la destinée prolétarienne dans son « habiter » que l'on découvrira la ville, non pas dans sa totalité, mais dans une certaine globalité.

Cette démarche suppose pour le chercheur une quête épuisante sur des kilomètres carrés. Mais la description de différents modes d'existence, la saisie de l'éclatement cyclique des cellules urbaines, dans la réalité des êtres qui le vivent, la perception de l'espace créé, imposé, remodelé, valent que l'on accepte la gageure.

Il est sans doute utopique de penser que de semblables études puissent avoir une influence sur l'attitude de la société globale face au logement.

Si cependant le bidonville était considéré comme une étape urbaine fonctionnelle en pays capitaliste (ce qu'il est pour certains migrants) ou tout simplement comme un quartier pauvre, conséquence du système, on éviterait bien des traumatismes à des gens déjà démunis. Si l'on respectait les cabanes de ceux qui ne peuvent pas accéder au logement, au lieu de les détruire brutalement, si on relogeait réellement ceux qui le demandent, attendent, et se désespèrent, en somme si la possibilité d'un choix s'entrouvrait, alors le mot rapprochement aurait de nouveau un sens pour une société qui ne connaît qu'agglomérat et dispersion et qui fabrique un monde sans amour.



PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE FRANCE

GEORGES BALANDIER  
**SENS ET PUISSANCE** 32 F

RAYMOND BOUDON  
**LES MATHÉMATIQUES  
EN SOCIOLOGIE** 18 F

MICHEL ZÉRAFFA  
**ROMAN ET SOCIÉTÉ** 12 F

JEAN CAZENEUVE  
**SOCIOLOGIE DU RITE** 18 F

JEAN BAECHLER  
**LES PHÉNOMÈNES  
RÉVOLUTIONNAIRES** 12 F

1972-1 — Imp. des Presses Universitaires de France, Vendôme (France)

IMPRIMÉ EN FRANCE